

Décision incompréhensible au sujet de l'aide au développement et des contributions au secteur laitier

Berne, le 16 novembre 2010

Communiqué

Décision incompréhensible au sujet de l'aide au développement et des contributions au secteur laitier

Le PLR exige la mise en œuvre intégrale du programme de consolidation

La CdF-E, quelques jours après la réunion de la CdF-N, s'est elle aussi penchée sur le budget de 2011 et sur le plan financier pour 2012-2014. Le PLR est dans l'ensemble satisfait du budget soumis par le Conseil fédéral. Une chose est claire : il serait peu responsable de réduire les efforts d'économies. Selon le plan financier de 2012-2014, nous pourrions faire face à des déficits budgétaires structurels annuels de l'ordre de 400 à 600 millions de francs. Des exemples tels que la Grèce et l'Irlande montrent les effets dévastateurs d'une économie perpétuellement endettée. C'est pourquoi la décision du peuple de respecter le frein à l'endettement doit être appliquée aujourd'hui.

La commission des finances du CN avait décidé à juste titre de supprimer une grande part de l'augmentation prévue pour l'aide au développement. Elle avait refusé aussi une augmentation conséquente des crédits laitiers. Le PLR regrette que la CdF-E ait pris des décisions contraires. Cette position est difficilement compréhensible.

Les charges supplémentaires attendues dans les prochaines années sont considérables : accueil extra-familial pour enfants, progression des dépenses sociales, augmentation de l'aide au développement, ou encore l'investissement dans l'infrastructure routière et ferroviaire – ce ne sont que quelques exemples. Le PLR soutiendra la mise en œuvre intégrale du programme de consolidation (PCO) et en attend tout autant des autres partis bourgeois. C'est seulement ainsi que la menace des déficits structurels pourra être écartée. Pour le Parlement, le PCO demeure un test de politique budgétaire décisif.

La vice-présidente du groupe et conseillère nationale Martine Brunchwitz Graf déclare : « *nous n'avons pas le choix, nous devons respecter le frein à l'endettement et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter un déficit structurel dans les années à venir. Malheureusement, la décision de la commission des finances du Conseil des Etats va à sens contraire et n'est pas compréhensible face aux contraintes financières qui nous attendent.* »

Contacts:

† Martine Brunchwitz Graf, vice-présidente du Groupe et conseillère nationale, 079 507 38 00

† Noé Blancpain, chef de la communication, 078 748 61 63